

The European Union as an Actor in Security Sector Reform. Current Practices and Challenges of Implementation, Oyan DURSUN-ÖZKANCA (dir.), 2014, Londres, Routledge, 177 p.

Damien Larramendy

Volume 46, numéro 1, mars 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1033378ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1033378ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Larramendy, D. (2015). Compte rendu de [*The European Union as an Actor in Security Sector Reform. Current Practices and Challenges of Implementation*, Oyan DURSUN-ÖZKANCA (dir.), 2014, Londres, Routledge, 177 p.] *Études internationales*, 46(1), 109–111. <https://doi.org/10.7202/1033378ar>

En comparant le cas de Pearl Harbor (où le leadership américain n'a pas pris en compte les avertissements portant sur la possibilité d'une attaque japonaise) avec celui de la bataille de Midway (au cours de laquelle les Américains ont pu surprendre les forces japonaises grâce à la précision de leurs renseignements), Dahl tente de comprendre dans quelles circonstances les décideurs seront plus susceptibles de prendre en compte les analyses de renseignement. Il en conclut que deux variables déterminent cette réceptivité : la perception qu'ont les décideurs du sérieux de la menace et leur confiance en l'utilité générale du renseignement.

Cet ouvrage collectif atteint un objectif important, quoiqu'étroit : il réussit à faire avancer le débat sur deux aspects essentiels mais sous-étudiés de l'interaction entre renseignements et politiques, la politisation et la réceptivité. Le livre est donc pertinent pour les chercheurs et les praticiens qui cherchent à mieux comprendre la dynamique de cette relation complexe.

Le débat sur la politisation du renseignement, en particulier, est pertinent. Les différentes perspectives proposées dans cet ouvrage montrent qu'une tension est inévitable : Marrin et Rovner insistent sur les coûts de la politisation analytique, mais ils reconnaissent également qu'il est fondamental pour les agences de renseignement d'établir une relation de confiance avec leurs clients. Ces deux objectifs sont souvent en compétition. Et il n'existe pas de réponse facile à ce dilemme : les traditionalistes risquent de nuire à leurs relations en insistant sur la pureté de leurs analyses, alors que les activistes risquent d'échouer dans leur mission visant à fournir des analyses de qualité,

franches et non partisans. La quête de l'équilibre idéal représente ainsi un défi constant.

Thomas JUNEAU
Université d'Ottawa

**The European Union as an Actor
in Security Sector Reform.
Current Practices and Challenges
of Implementation**

Oyan DURSUN-ÖZKANCA (dir.), 2014,
Londres, Routledge, 177 p.

Avec des activités de réforme du secteur de la sécurité (RSS) entreprises dans plus de 70 pays depuis 2006, l'Union européenne (UE) est actuellement l'un des principaux acteurs dans le domaine de la résolution des conflits et de la consolidation de la paix. Toutefois, force est de constater que, près de huit ans après la signature du traité de Lisbonne, les résultats de l'organisation sont pour le moins inégaux dans ses efforts visant à améliorer et à démocratiser la gouvernance des institutions de sécurité des pays en transition. Pourquoi certaines initiatives ont-elles conduit à une amélioration durable de la sécurité comme à Aceh, alors que d'autres ont échoué lamentablement comme en République démocratique du Congo ? C'est à cette question que tente de répondre *The European Union as an Actor in Security Sector Reform*.

Dirigé par Oya Dursun-Özkanca, professeure de sciences politiques au Elizabethtown College, cet ouvrage est en fait la publication sous forme de livre de l'édition de mai 2012 de la revue *European Security*. Il constitue une compilation d'études de cas

portant sur pas moins de sept théâtres d'opérations dans lesquels l'UE s'est engagée dans la RSS.

L'ouvrage est composé de neuf chapitres organisés selon trois thèmes. Le premier thème porte sur les normes et les idées. Il privilégie l'analyse de la RSS en tant que produit d'idées et d'intérêts parfois contradictoires et en tant qu'outil de propagation de normes. Le deuxième thème se concentre sur les acteurs et les pratiques de la RSS, avec un accent plus marqué sur les stratégies et les préférences des acteurs. Le troisième thème se penche sur les structures et les institutions de l'UE œuvrant dans le domaine, notamment les logiques de coordination et de compétition avec lesquelles elles doivent composer. Chaque chapitre utilise des outils théoriques et analytiques différents afin d'aider le lecteur à voir le sens de l'action de l'UE dans la RSS.

Ce livre met en lumière l'impressionnante diversification des activités de l'UE dans le domaine, tant en termes d'approches qu'en termes de contextes de déploiement, et souligne les avantages de cette action mult niveau. Paradoxalement, il insiste aussi sur l'ampleur du travail qui reste à faire pour que l'organisation puisse se vanter d'être un acteur cohérent de la RSS tant son action dans le domaine est à géométrie variable.

Outre l'analyse des obstacles et défis « traditionnels » auxquels l'UE doit faire face dans ses opérations de RSS, tels que le manque de moyens particuliers, l'absence de leadership ou encore les problèmes causés par la faible appropriation nationale, l'ouvrage laisse la place à des hypothèses plus novatrices qui pourraient attirer

l'attention des spécialistes en bonnes pratiques (*lessons learned*) de l'UE et de la RSS. Trois chapitres attirent ici plus particulièrement notre attention.

Ainsi, dans le chapitre 5, Arnout Justaert démontre en quoi le niveau de ressources d'un acteur de la RSS a un impact direct sur l'importance qu'il va accorder à la coopération : plus il aura de ressources, moins il aura besoin des autres et plus il agira de manière unilatérale, rendant ainsi difficile la mise en place d'une approche cohérente, concertée et coordonnée entre tous les acteurs.

De son côté, Dimitris Boutis met en relief dans le chapitre 7 les limites politiques à l'approche holistique de la RSS préconisée en théorie par l'UE. S'appuyant sur l'exemple de l'initiative européenne de réforme du secteur de la sécurité dans les territoires palestiniens, Boutis souligne les insuffisances du contrôle démocratique des forces de sécurité palestiniennes. Il argue que ces insuffisances seraient dues au fait que la RSS vise à mettre en place des forces de sécurité capables de lutter contre le Hamas, considéré comme une menace terroriste, au risque de perpétrer des violations des droits humains auprès de la population.

Enfin, dans un chapitre 9 particulièrement intéressant, Simone Tholens étudie l'impact de la RSS sur les liens de légitimité entre les autorités indonésiennes et les populations locales à Aceh. Elle analyse l'utilisation par l'UE des communautés coutumières locales (*adat*) en vue de démocratiser les secteurs de la justice et de la sécurité. En introduisant un modèle exogène – le contrôle démocratique des systèmes de sécurité – avec des

outils endogènes (les *adat*), l'UE a aidé à reconstruire le lien de confiance et de légitimité entre la population d'Aceh et les autorités indonésiennes. Tholens avance l'idée que l'UE est capable de promouvoir et de mettre en œuvre des efforts de consolidation de la paix pensés et mis en œuvre localement, qu'elle qualifie « de 3^e génération ».

Cet ouvrage a le mérite d'offrir une comparaison des initiatives de RSS de l'UE, de présenter un panorama de leurs succès, de leurs défis et de leurs échecs et de tracer l'évolution de ces initiatives au fil du temps. Il participe également aux efforts de conceptualisation et d'opérationnalisation politique de la RSS au niveau de l'UE (par opposition à celui de ses États membres).

Néanmoins, la pertinence de publier en 2014 sous forme de livre et à un coût prohibitif un numéro de revue spécialisée datant de 2012 peut paraître toute relative. Cela est d'autant plus vrai qu'aucun travail d'édition ou de mise à jour ne semble avoir été fait, ce qui donne pour résultat, outre la redondance des notes biographiques de certains auteurs que l'on retrouve en trois exemplaires, la présence de coquilles et d'erreurs de syntaxe ainsi que de références bibliographiques à paraître en... 2012.

Cela étant, l'ouvrage pourra intéresser chercheurs et praticiens travaillant sur la RSS et la Politique commune de sécurité et de défense de l'UE, surtout ceux qu'intéresse une approche comparativiste.

Damien LARRAMENDY
Réseau francophone de recherche
sur les opérations de paix (ROP)
Université de Montréal

**Dismantling the Iraqi
Nuclear Programme.
The Inspections of the
International Atomic Energy
Agency, 1991-1998**

*Gudrun HARRER, 2014, Londres,
Routledge, 279 p.*

L'ouvrage de Gudrun Harrer nous immerge dans le monde kafkaïen du processus de désarmement de l'Irak qui eut lieu au cours des années 1990. Son objectif est le démantèlement du programme nucléaire irakien, sous l'égide de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA), dirigée à l'époque par Hans Blix, puis par Mohamed El-Baradei, à partir de 1997. Publiée dans la collection *Routledge New Diplomacy Studies*, cette étude richement documentée repose sur de nombreux entretiens avec des personnes engagées dans le processus, entretiens conduits pour la plupart en 2004-2005. L'étude se base également sur les archives de l'Action Team – l'équipe de l'AIEA chargée du dossier irakien. L'analyse approfondie des documents, couplée aux témoignages d'acteurs clés – recueillis longtemps après les faits, et donc avec un certain recul –, fait de cet ouvrage la plus solide étude du démantèlement des capacités nucléaires de l'Irak publiée à ce jour.

En dépit de sa concentration sur l'un des aspects du désarmement irakien, le livre de Harrer constitue une contribution précieuse à la compréhension de ces années qui menèrent finalement à l'invasion de l'Irak en 2003. Car, au fond, il est impossible d'isoler le dossier nucléaire du traitement général de l'Irak au cours de la